

22 ans, c'est l'âge de Lilya, la jeune Dijonnaise candidate de la *Nouvelle Star* sur M6. Ce soir, elle devra faire ses preuves si elle veut continuer l'aventure.

CÔTE-D'OR

DIJON. La CGT parle « d'une fermeture en octobre 2011 », la direction évoque pour l'heure « un simple projet »

Le centre régional des pensions va-t-il disparaître ?

||| **Mission.** Il gère les pensions des fonctionnaires de l'Etat et des médaillés de guerre qui résident en Bourgogne.

||| **Chiffre.** Le centre traite 102 109 dossiers dont 64 000 concernant des retraités de la fonction publique.

Fermera, fermera pas... Hier la CGT, syndicat majoritaire du centre basé à Dijon, a annoncé la « fermeture dès octobre 2011 ». « Faux », affirme Gisèle Recor, directrice régionale des finances publiques.

« **E**n tant qu'agent des pensions, il est important d'alerter les particuliers de la fermeture fin octobre 2011 du centre régional des pensions de Dijon », explique Catherine Bailly de la CGT. A ses côtés, Philippe Kasprzyk (CGT) et Arnaud Bourdin, secrétaire de la section CGT Finances filière gestion publique acquiescent.

« Une dégradation de la qualité du service »

Selon ces derniers, « cette fermeture annoncée début mars par des représentants de la direction » s'inscrit dans le cadre d'une réforme des centres de pensions au niveau de l'Etat. « La direction avance une meilleure qualité de service aux pensionnés, mais c'est faux », dénoncent les syndicalistes. Selon eux, « il n'y aura plus de suivi personnalisé des dossiers » et « les personnes



« Les conséquences pour le public sont graves (...), ont indiqué hier A. Bourdin, C. Bailly et P. Kasprzyk de la CGT. Photo Philippe Maupetit

concernées devront s'adresser à des centres d'appel, basés à Rennes et à Bordeaux, pour obtenir des renseignements ou avertir d'un changement de situation. Tout sera ensuite transféré à un service gestionnaire centralisé à Tours ». Pour Arnaud Bourdin, il est « évident » que cette fermeture, « cela nous a été annoncé comme tel » insiste-t-il, entraînera

« une dégradation très importante de la qualité du service rendu aux pensionnés ». Des pensionnés qui se verront ainsi privés de référent.

Mais pourquoi la Bourgogne serait-elle amputée de son centre ? « Le ministère des Finances privilégie l'attractivité d'une région et, la Bourgogne ne ressortirait pas comme un lieu de résidence attractif », avance la CGT avant d'ajouter : « Par ailleurs, fermer les centres à faible effectif, c'est plus facile pour recaser les agents. » Manque d'attractivité d'une région, peu d'agents à reclasser, seize pour Dijon, voilà donc les critères de sélection. Conséquence : Dijon – et donc la Bourgogne – fait partie des nommés, selon la CGT... « Et des nominés », assure pour sa part Gisèle Recor, directrice

régionale des finances publiques dont le centre dépend.

« Un préprojet »

Pour Gisèle Recor, en l'état actuel des choses, la fermeture du centre de gestion des pensions de Dijon n'est en aucun cas une certitude. « Il s'agit d'un préprojet », affirme-t-elle. « Au cas où ce serait l'issue, les emplois des agents ne sont absolument pas remis en cause », avance-t-elle. Et côté service public ? « Les pensionnés auront un meilleur service », assure la directrice régionale dans le sens où « on va simplifier les démarches, on va mutualiser la charge entre les sites et donc il y aura une meilleure lisibilité des dossiers ».

Concernant la décision définitive sur la fermeture ou non

« **Sous couvert de pseudo-économies, le service public est mis à mal.** »

Catherine Bailly de la CGT

du centre de Dijon, « rien n'est encore décidé », assure Gisèle Recor.

Hier en fin de matinée, Arnaud Bourdin s'est dit très « surpris » des propos tenus par la direction. « Le 1^{er} mars, il a été dit aux seize agents de prendre contact avec la hiérarchie pour faire le point sur leur reclassement. Pour nous, la fermeture n'est plus en l'état de projet mais est réelle », conclut-il.

NOLWEN PELLEN

nolwen.pellen@lebienpublic.fr

L'est de la France mis à mal...

Ce projet de réorganisation à échelle nationale, de recentralisation des services, risque de mettre à mal un tiers de l'est de la France. Sur treize centres de gestion des pensions qui pourraient être concernés par une éventuelle fermeture dix y sont implantés, parmi eux : Amiens, Châlons-en-Champagne, Metz, Strasbourg, Dijon, Besançon, Lyon, Grenoble. La totalité de ces centres gère environ 1,4 million de dossiers.